

## Pré-session EPU pour la RDC

### SLIDE 1

Je m'appelle Tatiana Mukanire et je suis la coordinatrice du Mouvement des survivantes de viols et violences sexuelles en RDC. Je suis très heureuse d'être ici aujourd'hui, devant vous, pour porter la voix des survivantes, une voix très généralement ignorée, au niveau local comme au niveau international. J'espère que vous aurez le courage de soutenir nos recommandations, comme j'ai aujourd'hui le courage de parler devant vous, malgré la stigmatisation et le silence qui prédominent pour les victimes et les survivantes.

Les recommandations que je vais vous présenter sont le fruit du travail conjoint de 4 organisations : le Mouvement des survivantes, la Fondation Mukwege, la Fondation Panzi, qui apporte une prise en charge holistique pour les victimes des violences sexuelles et la Fondation du Prix Right Livelihood. Notre rapport se concentre sur les violences sexuelles en RDC, en particulier dans l'Est du Congo.

### SLIDE 2

Aujourd'hui, nous avons choisi de nous concentrer sur les sujets suivants :

- ❖ Le viol, toujours utilisé comme arme de guerre en RDC
- ❖ L'accès aux réparations
- ❖ La prévention des violences sexuelles

### SLIDE 3

Parmi les recommandations faites lors de l'Examen précédent, 3 Etats avaient mis en lumière l'utilisation des viols par les forces armées. Peu de progrès ont été réalisés depuis 2014. La violence sexuelle perpétrée en RDC doit encore aujourd'hui être considérée comme une arme de guerre :

- ❖ Les agresseurs sont des membres des FARDC (forces armées) et de groupes armés non étatiques
- ❖ Les viols sont commis de manière systématique et stratégique
- ❖ La violence est commise en public, pour humilier la communauté.

### SLIDE 4

Face à cette réalité :

- ❖ **Nous demandons à ce que le mouvement des survivant.es soit impliqué** dans l'application, l'évaluation et le renforcement de la stratégie nationale contre les violences sexuelles et de la politique nationale pour l'égalité femmes-hommes. C'est en incluant les survivantes que le gouvernement montrera sa vraie volonté de mettre fin aux violences sexuelles.
- ❖ Nous demandons également que le gouvernement **créer un programme de soutien holistique pour toutes les victimes.**

### SLIDE 5

Notre rapport dénonce l'absence de réparations pour les victimes de violences sexuelles. 3 pays ont demandé au Congo d'agir pour que des réparations soient mises en place systématiquement. Mais depuis 2014, rien n'a changé.

- ❖ Alors que le droit **aux réparations est reconnu dans le droit congolais, la mise en place de programmes de réparations est quasi inexistante.**

- ❖ En 2011, un panel d'experts convoqué par le Haut-Commissaire aux Droits Humains des Nations Unies a recommandé la **mise en place d'un fonds de réparation national**. Mais cette proposition n'a jamais été considérée par le gouvernement.

Dans ce contexte, nos recommandations sont les suivantes :

- ❖ **Reconnaître le statut de victime ou survivante de guerre**, y compris pour des groupes de victimes dans les cas de viols de masse
- ❖ Faciliter l'accès aux réparations en assurant un processus simple, gratuit et facilement accessible
- ❖ **Établir un fonds national de réparation géré et alimenté par l'Etat.**

## SLIDE 6

Le dernier pilier de notre rapport s'attache à la prévention des violences sexuelles, une recommandation faite par une dizaine de pays. Sous la pression de la communauté internationale, le président de la RDC a mis en place des mesures, comme la création d'une ligne téléphonique pour les victimes, ou la nomination d'une conseillère spéciale en matière de lutte contre les violences sexuelles. Cependant, ces mesures n'ont que très peu d'impact sur les victimes et sur leur vie, et n'ont pas réduit le nombre de cas ni contribué à poursuivre davantage d'agresseurs.

- ❖ Le précédent gouvernement congolais n'a pas identifié de manière exhaustive les survivantes de violences sexuelles – ni les enfants issus du viol. Au contraire, **on continue à considérer les victimes de viols comme n'existant pas ou étant minoritaires.**
- ❖ Une étude de 2014 a montré que les hommes congolais ont des attitudes ou des croyances qui sont favorables au viol. **Tant que ces stéréotypes et ces discours sexistes ne seront pas combattus, les violences sexuelles seront banalisées.**

## SLIDE 7

Il est donc urgent que l'Etat considère la lutte contre les violences sexuelles comme un aspect fondamental de son obligation de réaliser l'égalité femmes-hommes. C'est pourquoi nous faisons les recommandations concrètes suivantes :

- ❖ **Établir une journée nationale des survivantes**
- ❖ **Mettre en place des programmes de prévention concrets** à tous les niveaux, pour que les inégalités femmes-hommes, et donc les violences sexuelles, ne soient plus tolérées. Ces programmes doivent inclure les droits des femmes, mais aussi des discussions sur les masculinités toxiques.

## SLIDE 8

Au nom de toutes les membres du Mouvement des survivantes, je vous remercie pour votre attention ! Pour plus d'information, notre rapport est disponible dans la salle ou sur Internet.